



La gauche piégée par l'argent

PAR LAURENT JOFFRIN

Cahuzac et son coup de Jarnac coûtent très cher à François Hollande. « *Mon adversaire, c'est la finance* », avait dit le candidat socialiste. Amère ironie : l'adversaire était dans la maison. L'argent, sous sa forme la plus dégradée – la fraude et la corruption –, était assis à la table du conseil des ministres, en la personne d'un argentier indigne qui foulait aux pieds les devoirs de sa charge. L'argent, toujours l'argent... L'argent, comme disait François Mitterrand en 1971 au congrès d'Épinay, « *qui pourrait jusqu'à la conscience des hommes* ».

Du coup la gauche est piégée. Bien sûr, personne ne doute de l'honnêteté du président ou de celle du Premier ministre. Personne de sensé ne croit que le personnel socialiste pratique dans son ensemble la malversation ou la combine. Mais le déshonneur Cahuzac rejaillit sur le régime. Le ministre du Budget fraudait. C'est comme si l'archevêque de Paris organisait des messes noires ou le chef de la police des cambriolages. L'institution est frappée au cœur. Si Cahuzac a pu mentir avec autant d'aplomb au président et à l'Assemblée, que valent les démentis, les protestations d'innocence, les serments de rectitude ? Le soupçon devient général. Déjà encline à la théorie du complot, l'opinion met tout le monde dans le même sac. Le socialisme réformiste, qui s'accommode de l'argent légal, est aussitôt suspecté d'indulgence envers l'argent sale. La gauche caviar, qui a pourtant son utilité, devient la gauche du pot de confiture.

Cahuzac est un cas individuel, dit-on. Certes. Mais il a usé d'un système : celui qui permet à tant de contribuables aisés d'échapper à l'impôt en bénéficiant des services officieux de banques officielles, établissements prétendus respectables qui ne sont que des receleurs. Le rôle néfaste des paradis fiscaux et des financiers louches qui ont pignon sur rue a été maintes fois démontré. L'affaire Offshore Leaks, révélée en France par « le Monde », en donne une confirmation effrayante. Pour réduire indûment ses impôts, une bonne partie de la classe dirigeante viole ou contourne les règles imposées au citoyen ordinaire. Comment les Français peuvent-ils entendre l'appel au sacrifice, souvent lancé par les mêmes responsables ?

La France salie par Cahuzac doit rebondir en prenant la tête de la lutte contre la corruption et les paradis fiscaux. Les projets existent... Il ne s'agit pas de socialisme mais tout simplement de République.

On dira que les comptes en Suisse ne datent pas d'hier, que les tricheurs sont de tous les temps. Mais certains systèmes, certaines idéologies les combattent moins que d'autres. La mort de Margaret Thatcher vient nous rappeler qu'en 1979 commençait en Grande-Bretagne la révolution conservatrice. La « Dame de fer » était sincère. Elle croyait que la libération des riches profiterait finalement aux pauvres. Trente ans après, le bilan est là. Le Royaume-Uni a progressé, certes. Mais les inégalités ont explosé et le pouvoir d'achat des classes populaires a stagné. Le rôle excessif conféré à la finance par la libéralisation des capitaux, outre les dérèglements mondiaux que nous savons, a décuplé les occasions de triche. La phobie de l'impôt, pierre d'achoppement du libéralisme, finit par justifier la fraude fiscale. Les scandales boursiers et bancaires se sont multipliés. Avant Cahuzac, il y a eu Madoff, Kerviel, la Barings ou l'immense triche sur le Libor, perpétrée par les principaux banquiers de la place. On connaissait la délinquance des cités. Celle de la City n'a rien à lui envier.

Dans ces conditions, la réplique du président ne peut pas s'embarrasser de demi-mesures ou de prudence. Certaines choses ne peuvent plus durer, sauf à précipiter la gauche de gouvernement dans un discrédit définitif. Il y a d'abord la méthode. François Hollande tempère par l'humour la rationalité froide qui le conduit. Mais en période de crise aiguë, ni l'humour ni la rationalité ne sont d'un grand secours. On ne peut pas expliquer une baisse aussi cruelle de la cote de popularité du président par les seules difficultés de la crise. A ce point de déception, c'est forcément le mode d'exercice du pouvoir qui est en cause. François Hollande est l'homme de la raison ; il doit devenir un homme des tempêtes. Sinon, la tempête l'emportera.

Contrairement au cliché en vigueur, le président décide. Il décide souvent et ne craint pas de déplaire. Mais la meilleure décision ne vaut rien sans un sens du drame. A l'heure des grandes secousses, le calcul raisonnable devient dérisoire. Il faut parler à l'imagination du peuple. Dans une France à la fois monarchique et républicaine, le président doit être un personnage de roman.

Sinon il est dédaigné. Ce que l'opinion attend, ce ne sont pas quelques mesures soigneusement pesées. C'est un geste d'audace. La social-démocratie est en crise. Partout en Europe elle recule ou disparaît, la France est son dernier bastion. Mais sans croissance elle n'a rien à redistribuer, alors que cette redistribution est sa raison d'être. Théorisé dans certains cercles gouvernementaux, le « socialisme de l'offre » n'offre rien aux classes populaires. Et comme un malheur n'arrive jamais seul, la corruption, son talon d'Achille, l'atteint de nouveau. De ce déclin, il faut tirer les leçons.

La France salie par Cahuzac doit rebondir en prenant la tête de la lutte contre la corruption et les paradis

fiscaux. Les projets existent, préparés, par exemple, par Pascal Canfin, qui siège au gouvernement, ou par l'ONG Transparency International, que préside Daniel Lebègue, ancien directeur du Trésor. Il ne s'agit pas de socialisme mais tout simplement de République. Il est possible de moraliser la vie démocratique, quitte à bousculer les élus. Il est possible de réduire le rôle des paradis fiscaux, quitte à affronter les féodalités financières. On avait commencé à le faire après la grande crise de 2008. Puis le lobby bancaire a repris le dessus. Il est temps de remettre l'ouvrage sur le métier. C'est affaire de volonté. Et de survie.

L. J.



MARION BERARD-AFP

"ATTENDRE", DIT-IL...

L'étrange jeu du président Hollande

Que savait-il vraiment? Qu'est-ce que Plénel lui a dit en décembre? Dans la gestion de l'affaire Cahuzac, le chef de l'Etat a mis son absence d'autorité au service de la vérité! Un comble...



Le 3 avril, Hollande s'exprime depuis l'Elysée. Les mots sont forts, mais le geste emprunté.

C'est l'image qui restera. La plus terrible dans son absolue banalité. Un président debout devant une porte ouverte, dans son palais de l'Elysée. Le geste est emprunté, les bras parfois ballants. Qu'importe si les mots prononcés – « outrage », « vertu », « moralisation » – claquent comme des drapeaux au vent. Celui qui est derrière Hollande a d'ailleurs, lui aussi, quelque chose de banal. Ce mercredi 3 avril, le verbe présidentiel se veut fort mais la posture est faible et les propositions concrètes demeurent encore très minces. « *On fait trop de com* », dit souvent François Hollande. Le pire c'est qu'il le pense. Malgré la ribambelle des soi-disant conseillers dont il s'est entouré, il persiste comme jamais. Face à la caméra, au lendemain des aveux d'un ministre félon, il se refuse encore à faire preuve, comme dit un de ses proches, de cette « *autorité virile* » propre au chef de l'Etat.

Un peu plus tôt, au conseil des ministres, Hollande avait pu constater le désarroi des siens. Combien sont-ils, autour de la table, à avoir eu droit, eux aussi, à ces protestations d'innocence, « *droit dans les yeux* », que Jérôme Cahuzac servait au moindre de ses visiteurs? Au sein du gouvernement, le ministre du Budget n'avait pas que des amis. Sa brutalité, son arrogance, ses succès aussi – professionnels et privés – lui donnaient un statut à nul autre pareil, au sein de l'équipe Ayrault. Alors qu'il est à terre, il y a autant de rage que de stupéfaction chez la plupart de ses anciens collègues. Hollande n'est guère différent d'eux. Certes, il doutait. Certes, ses doutes allaient croissant. Et alors?

Tandis que l'ordre du jour du conseil se déroule, imperturbable-

ment, le président, ce matin-là, relit et corrige, sur un bout de papier, le texte du laïus qu'il doit prononcer, à la télé, juste avant de s'envoler pour le Maroc. Il a dressé l'oreille lorsque Cécile Duflot a expliqué que cette affaire justifiait un « *changement de ligne* » de la politique gouvernementale. L'alliée écolo prend date. C'est de bonne guerre. Cahuzac, c'est plus que Cahuzac, dit-elle en substance. Le président n'est pas loin de penser la même chose. Mais ce genre d'intuition, pour lui, reste encore indicible. Se souvient-il qu'à Tours, un an plus tôt, jour pour jour, il s'était présenté devant ses supporters comme le « *candidat de la justice* » et qu'il avait illustré son propos en parlant de... fiscalité. Ce genre de téléscopage a beau le faire encore sourire, il mesure pertinemment ce qu'il a désormais d'assassin. Dans les yeux des ministres qui le regardent écrire, le président sent monter un début de panique. Nombre d'entre eux sortiront d'ailleurs du conseil avec le sentiment qu'il était en train de dresser la liste d'un gouvernement remanié. Ceux-là ne changeront jamais. S'ils tremblent, c'est d'abord pour eux.

En l'occurrence, ils ont tort. Sans doute, un jour, avant l'été, le président se résoudra-t-il à faire valser les têtes. Mais, quand la crise est là sans que l'on sache jusqu'où elle peut aller et qui, surtout, elle peut demain renvoyer devant le tribunal de l'opinion, le premier réflexe de Hollande reste conservateur. Dans les sables mouvants, bouger, croit-il, c'est immanquablement s'enfoncer. Le président est ainsi fait qu'il déteste la surprise et qu'en même temps il ne veut rien faire pour s'en prémunir. Aucune protection! Dans sa gestion à la fois politique et médiatique, la journée du 3 avril 2013

restera un modèle de bricolage assumé. « *Gouverner, c'est pleuvoir* »: cette petite blague présidentielle, lâchée à son arrivée sur le sol marocain, était aussi une manière de rappeler que lui, au moins, n'aura jamais de parapluie. Et là encore, le pire, c'est que c'est vrai.

Le mardi 2 avril, quand l'orage a vraiment éclaté et que la foudre est tombée sur l'Elysée, le président était à table, et c'est le secrétaire général de sa maison, Pierre-René Lemas, qui lui a apporté l'article du « *Canard enchaîné* », tout juste sorti de l'imprimerie, qui relatait par le menu les aveux de Cahuzac à ses juges. Pas un avertissement, pas un début d'enquête, même pas l'amorce d'un soupçon. A l'Elysée, personne ne semble avoir vu venir le coup. A l'Intérieur, officiellement, on n'en savait pas davantage. Manuel Valls confie aujourd'hui qu'il s'est douté de quelque chose quand il a appris, la semaine précédente, que son ancien collègue du gouvernement avait

ELYSEE POOL/AFP/MARLENE AWARD-IPS

Présidence normale, justice normale, police normale. Quand Hollande refait le film, il ne retient qu'un moment de vérité. Pour lui, le système s'est remis à fonctionner à l'endroit.

changé d'avocat. C'est sans doute ce qu'il y a de plus stupéfiant et, en même temps, de plus révélateur dans l'épisode – final? – de la saga Cahuzac. Sur son blog, après coup, celui-ci a dit ses remords. Mais, avec une rare muflerie, il s'est bien gardé de prévenir tous ceux, à commencer par le président, qui lui avaient conservé si longtemps leur confiance.

Hollande ne fait pas assez peur pour qu'on songe un instant à le ménager ou à le protéger après l'avoir trahi. Ni Cahuzac, ni ses avocats, ni surtout ses communicants, à commencer par l'inévitable Stéphane Fouks, le patron d'Havas Worldwide, n'ont songé à décrocher leur téléphone pour amortir le choc qu'inévitablement allait encaisser l'Elysée. Que Hollande se débrouille seul! Et c'est d'ailleurs ainsi que cela s'est passé. Le président fait mine aujourd'hui de ne pas s'en offusquer. « *Si j'avais su plus tôt, qu'aurais-je pu faire de différent?* », a-t-il confié à ses proches. Puis, a-t-il ajouté : « *N'est-ce*

pas aussi la preuve que Cahuzac ne m'était redevable de rien? Pas même d'un début de protection. »

Hollande, tel qu'en lui-même. Furieux, vexé, meurtri. Mais peu enclin à l'autocritique dans la manifestation publique, ô combien contrôlée, de ce qu'il vit, au fond de lui-même, comme une humiliation. Pas question de déroger aux règles de conduite qui ont toujours été les siennes. Le communiqué dans lequel il condamne son ancien ministre a été rédigé de sa main, mardi 2 avril après-midi, sur le coup de 17 heures, alors que Pierre Moscovici venait d'entrer dans son bureau pour leur traditionnel entretien hebdomadaire. Là encore, c'est le caractère d'un homme autant que sa façon d'agir (et de réagir) qui se sont révélés au grand jour. Moi tout seul! Le tout dans une ambiance à la « *Hellzapoppin* ». Comme autrefois à Solférino, dans les moments de crise, quand chacun, ami ou simple secrétaire, venait dire son mot et proposer des codicilles tandis que le

patron n'en faisait qu'à sa tête sans jamais écouter ceux qui lui bassinaient les oreilles.

A l'Elysée, ce 2 avril, Macron, Sérillon, Morelle – la liste n'est pas exhaustive – ont été les acteurs de ce spectacle de folie. Un communiqué ou pas de communiqué? Pour dire quoi? Taper fort ou en rester aux grands principes? Flinguer un homme à terre, avec les risques que cela comporte, ou déjà se projeter vers l'avenir? Comme toujours, dans ce genre de circonstances, Hollande n'a suivi que son instinct. Dureté des mots, prudence de la ligne. Pas d'emballage. Qu'Ayrault file le soir même au JT de France 2 pour mettre tout cela en images. En attendant d'en savoir davantage et avant d'essayer le lendemain quelques pistes de travail sur la nécessaire moralisation de la vie publique, le président n'a pas retenu ses coups, mais il n'a abattu aucune carte. Ce qui vient de se passer – il n'entend pas en démordre – ne relève que de la pure délinquance. C'est un homme seul qui vient de se déshonorer. Au nom de quoi faudrait-il donc condamner une équipe, contester une politique ou même bouleverser dans l'urgence un mode de gouvernance qui n'a jamais failli?

Présidence normale, justice normale, police normale. Quand Hollande refait le film, il ne retient qu'un moment de vérité. Pour lui, le système s'est remis à fonctionner à l'endroit, selon les canons de la morale républicaine, trop longtemps oubliés par ses prédécesseurs. Cette manière de s'en tenir au droit pour mieux oublier le tordu rappelle d'ailleurs l'argumentaire servi par le président aux Français, le 28 mars, sur France 2, lorsqu'il s'est agi de défendre sa politique économique et sociale. Ma méthode, ma « *boîte à outils* », mon cap. Et rendez-vous plus tard pour dresser ensemble le constat de leur efficacité! Tout le problème est que, précisément, l'opinion n'y croit pas. Pas plus qu'elle ne partage ce credo volontariste en matière de croissance elle ne veut aujourd'hui admettre que la chute d'un ministre corrompu puisse être le signe d'un retour à la vertu.

Hollande, sur ce plan, est d'une rare candeur. Ou, ce qui revient parfois au même, en politique, ●●●



●●● d'une témérité effarante. Il ne veut pas voir que, dans l'affaire Cahuzac, ses concitoyens lui reprochent surtout d'avoir laissé filer, sans mettre au service de la vérité tous les moyens, même les plus exceptionnels, dont dispose un Etat digne de ce nom. Pis, dans le même temps, ils ne l'ont jamais cru quand il leur a juré que jamais – au grand jamais! – il n'avait cherché à protéger un ministre clé de son gouvernement. Le président voudrait qu'on reconnaisse son sang-froid, son courage et sa calme détermination. Sait-il combien les Français ne voient là que posture mensongère ou habileté coupable? Comme désormais tous les responsables politiques, Hollande n'est pas cru, quand bien même on lui reconnaît une part d'honnêteté. Il est jugé innocent. Dans les deux sens du terme.

Tout cela traduit une carence d'autorité dans la manière dont est perçu l'ensemble de son action depuis le début de son quinquennat. Hollande sert aux Français l'histoire d'une bataille acharnée pour le redressement national: pacte de croissance, rapport Gallois, réforme du marché du travail, Mali. Eux ne voient qu'une main incertaine qui, du tweet de Valérie Trierweiler aux couacs répétés des ministres en passant par Florange ou les mensonges de Cahuzac, leur donne à penser que le président a beau être sympa, décidément il ne sera jamais à la hauteur de sa tâche. D'autant que ce sentiment-là n'est plus seulement, aujourd'hui, celui d'une opinion qui doute de tout, au cœur d'une crise économique dont elle ne voit pas le bout, mais aussi celui d'hommes et de femmes qui devraient être les plus acharnés à défendre leur président.

Quand le député PS parisien Pascal Cherki a parlé de méthode de « conseiller général », il a dit haut et fort ce qu'exprimait, en début de semaine, en privé, l'un de ses collègues parisiens: « Hollande? Jusqu'à la veille de sa mort, il négociera. » La semaine dernière, dans un registre comparable, c'est une conseillère importante de Matignon qui, dans une réunion consacrée au budget de la Défense, a contesté sans sourciller un arbitrage du président en expliquant que celui-ci, une fois encore,

devrait changer d'avis. Il ne faut guère tendre l'oreille pour entendre des ministres ou des responsables du PS raconter combien ils sont effarés d'entendre certains conseillers élyséens – et non des moindres – moquer ouvertement le manque de stature de l'homme qu'ils sont censés servir. Rebsamen les appellent les « *marquis poudrés* ». Le Foll, un autre pilier du hollandisme canal historique, parle, lui, de « *ceux qui sont arrivés en hélicoptère en haut de l'Himalaya* ». Dans ce climat délétère, Hollande a réussi l'exploit de décevoir une opinion qui, au fond, n'avait jamais espéré. Un état de disgrâce aussi massif pour un homme qui n'a jamais joui du moindre état de grâce, il fallait le faire! Du coup, l'affaire Cahuzac n'a jamais été perçue comme un simple accident, mais comme le révélateur d'un dysfonctionnement du jugement présidentiel. Entre ce que Hollande croit être et ce que les Français pensent comprendre de lui, il y a un gouffre béant. C'est lui qui, aujourd'hui, suscite le vertige.

Charles Péguy, que chérit tant Edwy Plenel, a défini quelque part le « *monde moderne* » comme celui de ceux qui « *font les malins* ». Une autre fois, il a parlé de « *ceux qui ont les mains propres parce qu'ils n'ont pas de mains* ». Rarement on n'aura mieux défini les faiblesses d'un président aux prises avec les contradictions de la politique et de l'éthique. Hollande savait-il la vérité quand Mediapart a frappé, le 4 décembre 2012? Guère plus que ceux qui, eux aussi, avaient entendu les rumeurs et constaté qu'elles ne débouchaient jamais sur rien de précis. Le président avait nommé Cahuzac, sans l'aimer, à un poste stratégique sur le seul critère d'une compétence reconnue et d'une adhésion affichée aux grands principes de la politique économique qu'il entendait mener. On choisit rarement ses ministres sur des critères affectifs. Hollande n'a jamais procédé ainsi. Il peut parfois chercher le confort. Le sien en l'occurrence. Avec Cahuzac, il disposait d'un soldat. D'un dur à cuire. D'une tête de lard capable de dire à la télévision, en pleine campagne, qu'il n'avait jamais entendu parler de la taxation à 75% des plus hauts revenus, au seul motif qu'il avait été prévenu



Pierre Moscovici, Jérôme Cahuzac et François Hollande, en mai 2012, dans le hall de l'Élysée, à la sortie d'un conseil des ministres

trop tardivement de cette proposition surprise. Pas de quoi fouetter un chat! Pour comprendre le comportement de Hollande, à partir de ce début de décembre 2012, il faut chercher ailleurs. A cette époque, il tient à Cahuzac comme à la prune de ses yeux. On est alors en plein débat budgétaire, et ce ministre-là est auréolé d'une double réputation. La droite loue son professionnalisme. La gauche lui sait gré d'avoir bâti une des lois de finances les plus égalitaires de son histoire, dans la répartition des efforts exigés. Chapeau! Cela explique aussi que Cahuzac ait été aussi aisément cru quand, à deux reprises, dans

ces jours décisifs, il est venu protester de son innocence devant le président et le Premier ministre. Une partie du cerveau de Hollande n'avait pas envie d'entendre. L'autre était en proie au doute. Certes, il n'y avait pas de preuve. Certains indices avancés par Mediapart étaient boiteux. D'autres – l'enregistrement conservé par Michel Gonelle, l'ex-maire RPR de Villeneuve-sur-Lot – étaient troublants, mais pas encore décisifs, faute d'avoir été expertisés. Que faire?

C'est dans cet entre-deux que Hollande a calé la ligne qu'il adoptera jusqu'à ce que la vérité éclate, début avril. Laisser courir, se tenir le plus possible à l'écart, ne se couper ni de l'accusé ni de ses dénonciateurs sans contrecarrer un seul instant ceux qui mènent l'enquête. D'ailleurs, qui sont-ils vraiment? Il est clair aujourd'hui que Hollande a compris, dès la fin décembre, que Plenel et ses amis, cette fois, ne bluffaient pas et que leurs accusations reposaient sur des investigations menées, au cœur de la machine policière, par des hommes bien décidés à se faire entendre, fût-ce par des voies détournées, des responsables politiques qui les avaient trop longtemps ignorés. Y compris avant l'alternance du 6 mai 2012. Dans cette affaire, Hollande n'a ni enquêté ni vraiment agi. Il a simplement écouté. Notamment Edwy Plenel et d'autres, eux aussi au parfum.

Avec le fondateur de Mediapart, il entretient des rapports aussi anciens que complexes. Méfiance, amusement, complicité. Plenel est un investigateur doublé d'un idéologue qui a longtemps rêvé de gérer le cerveau d'un grand politique. Hollande, pour sa part, a toujours considéré que Plenel, à sa façon, incarnait un courant de la gauche qu'il valait mieux conserver dans sa synthèse, même si sa ligne de « *rupture avec la bourgeoisie d'argent* » ne le convainquait guère et que, pour affronter la « *finance* », une simple taxation à 75% lui semblait plus aisée qu'une offensive en règle contre les paradis fiscaux. Quelques textos, quelques coups de fil discrets désormais démentis: les échanges entre le président et le journaliste ont été réguliers durant cette période. Hollande en a fait la confiance à certains de ses ministres. A quoi bon lancer des enquêtes parallèles via la DCRI

LE JOURNAL DE LA SEMAINE POLITIQUE
de Fabrice Drouelle et Patricia Martin, avec Laurent Joffrin (« *le Nouvel Observateur* ») et Christophe Barbier (« *L'Express* »), chaque samedi à 8h40.



GÉRARD ROUSSEL/PANORAMIC



ou la Direction des Douanes ou des Impôts puisqu'en sous-main d'autres nourrissaient les papiers de Mediapart et donnaient à ses journalistes une incroyable assurance? Pourquoi, en même temps, froisser Cahuzac en précipitant un mouvement encore incertain? Et puis, qui sait, peut-être y avait-il derrière ce ministre hors norme des forces et des intérêts que la prudence élémentaire conduisait à ne pas affronter à visage découvert?

L'histoire de la gestion du cas Cahuzac par le président est ainsi celle d'un double jeu censé ménager à la fois de grands principes, de petites habiletés et des prudences inavouables. Du Hollande pur sucre. Quand le procureur Molins, qui ne passe pas pour un aventurier, ouvre une instruction judiciaire début janvier, dont on sent bien qu'elle repose sur des indications tangibles venues de la police, le ministre du Budget hurle, mais l'Élysée ne moufte pas. Quand, sur les conseils de Hollande, Pierre Moscovici demande, en totale légalité, la coopération des autorités suisses, quinze jours plus tard, dans le champ précis des accusations lancées par Mediapart – un compte fermé en 2010 à l'UBS –, c'est Plenel qui cette fois-ci s'insurge tandis que l'Élysée tente de lui faire comprendre que les résultats de cette initiative sont destinés à être transmis directement au procureur Molins, sans jamais fuiter dans la presse. Et ainsi de suite...

Dans ce registre d'une ambiguïté absolue, avec pour unique objectif de retomber du bon côté, Hollande a cru jouer fin en attendant que la scène de crime finisse pas s'éclaircir. Sans toutefois mesurer que, au bout du compte, lui-même serait sans doute sauf, mais que jamais il ne pourrait faire comprendre aux Français comment il avait fait pour préserver en même temps les règles de l'Etat de droit et celles du billard à six bandes. Aujourd'hui que Cahuzac est tombé, c'est la rançon de cet exercice de voltige que le président doit désormais solder à ses risques et périls. Son désir secret, on l'a bien vu ces derniers jours, serait de ne pas changer de registre en attendant, une fois encore, que les faits tranchent à sa place et qu'ils disent, sans qu'il lève le petit doigt, l'ampleur réelle du mal.

Cette façon de faire de la politique,

dans laquelle Hollande excelle, est celle d'un joueur de contre. Toujours décalée, par définition. Souvent moquée, par réflexe. Jamais vraiment comprise, en tout cas, tant elle correspond peu à l'idée qu'on peut se faire du rôle d'un chef d'Etat. Le pari de Hollande est que tout cela n'est pas grave dès lors qu'il se sent en mesure de « *chevaucher le tigre* », sans que celui-ci demain le dévore. Rarement dans la gestion d'une crise qui désormais est globale – économique, sociale, démocratique, morale –, un président n'aura autant joué au bord du précipice. Avec l'immense orgueil de ceux qui savent cacher leur jeu, même quand la main est faible, Hollande veut encore croire que le changement, le vrai, se jouera à gauche, sur un terrain éminemment politique. Il a semé le doute. Il laisse monter le vent mauvais. Il feint de se moquer comme d'une guigne de sa réputation désastreuse, dès lors qu'il se sent en mesure d'exercer, le moment venu, cette autorité qui aujourd'hui lui manque, mais qui sera essentielle si la défense républicaine doit se régler, demain, entre lui et la rue.

Cela s'appelle jouer avec le feu. Ou, version optimiste, faire la part du feu. Le week-end dernier, tandis qu'à l'Élysée un président solitaire réfléchissait une dernière fois, avant que ne s'ouvre une semaine à hauts risques, l'un de ses amis, qu'il consulte parfois, a rassemblé quelques citations qu'un jour peut-être il lui mettra sous les yeux pour qu'il comprenne qu'au-delà du flair du politique de haut vol il y a, dans la gestion d'un pays tel que la France, une dimension qu'il vaudrait mieux cesser de mépriser. La première est de Flaubert: « *Les héros ne sentent pas bon!* » La seconde est de Tocqueville: « *Le moment le plus dangereux pour un mauvais gouvernement est d'ordonner celui où il commence à se réformer.* » La dernière est de De Maistre, c'est la plus terrible: « *Longtemps nous n'avons pas compris la révolution dont nous sommes les témoins: longtemps nous l'avons prise pour un événement; nous étions dans l'erreur; c'est une époque et malheur aux générations qui assistent aux époques du monde!* »

FRANÇOIS BAZIN